

**Un plan de  
réconciliation  
nationale  
par l'égalité  
républicaine**



**PCF**

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

## *Édito de Fabien Roussel*

La mort du jeune Nahel a provoqué une immense émotion et a mis à nouveau en lumière la violence des rapports entre une partie de la police et des jeunes de notre pays.

Et les violences qui ont suivi ont montré que la colère provoquée par cette situation pouvait être détournée au profit d'actes destructeurs à l'encontre de personnes, d'institutions, de biens.

**Je le dis avec clarté et fermeté : toutes ces violences sont insupportables et inacceptables. Je considère qu'elles n'ont pas leur place en République. Nos concitoyens ont le droit à la sécurité, à la tranquillité publique.**

Elles témoignent de la crise profonde de notre pays, des fractures entre catégories sociales, entre personnes en proie ou non au racisme et aux discriminations, entre modes de vie différents.

Une partie de la France ne comprend plus ce qui se passe dans une autre partie du pays.

La solidarité envers la famille du jeune Nahel et l'exigence d'autres rapports entre une partie de la police et de la jeunesse devraient être fortes et unir le pays. Mais les fractures et la haine déversées par les forces de droite et d'extrême-droite ainsi que les actions violentes et les pillages de commerces par des groupes d'individus, les fermetures de services et les couvre-feux qui impactent lourdement notre vie quotidienne, divisent un peu plus chaque jour la France.

**Pourtant, dans les banlieues populaires de nos villes comme dans les communes rurales de notre pays, une même souffrance est là dans la jeunesse, dans le monde du travail, et un même sentiment de relégation, provoqué par des décennies de politiques néolibérales.**

Des millions de Françaises et de Français y vivent une situation intenable, frappés par la pauvreté et la précarité, qu'elles résultent de la privation d'emploi ou d'un travail dévalorisé et peu rémunéré, constatant des services publics et des petits commerces disparaître les uns après les autres, des associations n'ayant plus les moyens d'intervenir, une insécurité qui se renforce avec des violences quotidiennes. C'est sur ce terreau commun que les fractures grandissent et que les idéologies les plus dangereuses, xénophobe et islamiste, se développent.

L'heure est venue d'arrêter cette spirale infernale et non de mettre de l'huile sur le feu. La déclaration récente aux accents séditieux de deux syndicats de policiers, qui sème les germes de la guerre civile, doit déboucher sur des sanctions. Et ce n'est pas l'État d'urgence qui règlera la situation mais bien des politiques publiques audacieuses pour les privé-es d'emplois et les salarié-es, les jeunes, des politiques qui unissent nos concitoyennes et concitoyens.

**J'appelle à un Grenelle pour l'égalité des territoires et contre toutes les discriminations, rassemblant tous les acteurs et actrices des communes et quartiers concernés, pour qu'enfin une politique à la hauteur des enjeux soit décidée et mise en œuvre avec eux.**

Dans cet objectif **je verse aujourd'hui au débat un plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine.** Comme citoyen, comme élu de la République, c'est l'ambition que je porte pour la France.

*Fabien Roussel*

Secrétaire national du PCF et député du Nord

## *15 mesures prioritaires*

- + La création d'une police de proximité dotée de 30 000 fonctionnaires et l'ouverture d'un débat national sur le rôle et les missions de la police.
- + L'abrogation de la loi de 2017 qui élargit la possibilité aux agents de police d'utiliser leur arme et une nouvelle doctrine d'engagement.
- + La refonte de la formation des agents et l'augmentation de la durée de celle-ci.
- + Le recrutement de 25 000 magistrat·e·s et l'augmentation du nombre d'éducateurs et des moyens de la PJJ.
- + Un fonds d'urgence pour les associations œuvrant pour la jeunesse et les publics en difficulté.
- + Investir 10 milliards pour nos communes.
- + Le maintien en « politique de la ville » des quartiers dont le nombre d'habitant·e·s est inférieur à 1 millier.
- + Un fonds de développement des services publics de proximité.
- + La création d'une MaPrimeRenov logement social avec un financement par logement au moins équivalent à MaPrimeRenov Copropriétés.
- + Renforcer la protection et le suivi des jeunes au sein et à l'issue du parcours d'Aide sociale à l'enfance (ASE).
- + La limitation du travail en horaires décalés et des modes de garde pour chaque enfant.
- + Aucune fermeture de classes à la rentrée scolaire.
- + Recrutement en L3 de 10 000 enseignants en urgence.
- + Augmenter le temps scolaire pour que tous les devoirs soient faits à l'école.
- + Zéro jeune au chômage : un emploi ou une formation qualifiante rémunérées pour chaque jeune.

# Table des matières

## Un plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine

|   |    |
|---|----|
| <i>Introduction</i> .....   | 5  |
| <b>1</b> <i>Une politique progressiste de proximité pour la tranquillité publique</i> .....                                       | 6  |
| 1. Refonder l'organisation des forces de police et redéfinir leurs missions.....  | 6  |
| 2. Elaborer un grand plan de sauvetage de notre justice.....  | 6  |
| <b>2</b> <i>Un plan pour l'égalité républicaine dans toutes nos communes</i> .....  | 7  |
| 1. Investir 10 milliards pour nos communes dont 1 milliard d'euros<br>pour le plan d'urgence proposé par les maires dès 2020..... | 7  |
| 2. Renforcer les moyens des communes et développer le logement social.....  | 8  |
| 3. Développer les services publics de proximité .....   | 8  |
| 4. Investir pour le climat dans les quartiers populaires.....   | 8  |
| <b>3</b> <i>Un pacte pour la jeunesse qui engage la nation</i> .....  | 9  |
| 1. Construire un service public national de la protection<br>de l'enfance et aider les familles.....                              | 9  |
| 2. Avoir la jeunesse la mieux formée et une école qui émancipe.....   | 9  |
| 3. Zéro jeune au chômage.....   | 10 |
| 4. Un statut social pour les jeunes .....   | 10 |
| <b>Soutenons l'appel national des maires</b> .....  | 11 |
| <b>Témoignages d'élu·e·s</b> .....  | 15 |

# *Introduction*

La France est parmi les 10 pays qui produisent le plus de richesses dans le monde et est une puissance diplomatique reconnue. Elle est aussi riche de son histoire, qui a vu se dérouler la Révolution française porteuse de valeurs universelles.

Notre République se présente pourtant aujourd'hui comme affaiblie, incapable de faire face à ses principales vocations : faire vivre la démocratie, assurer l'éducation des nouvelles générations, la sécurité et le bien-être de toute la population, répondre aux besoins fondamentaux et aux exigences d'égalité et de justice, de liberté, et de fraternité, faire progresser l'influence de ses valeurs universalistes en France et dans le monde.

Les événements de ces derniers jours ont montré l'urgence de cette tâche indispensable de réconciliation et de transformation sociale et démocratique profonde de notre pays. Les autres peuples regardent, incrédules, l'incapacité de notre pays à surmonter ses difficultés malgré ses atouts, malgré son histoire, malgré ce qu'elle représente dans l'histoire du monde moderne et actuel.

Nous pensons que notre pays a les ressources pour refonder la République en phase avec notre histoire et notre réalité économique. Nous proposons de nous hisser collectivement à la hauteur du défi posé à la France : celui de refonder, dans les conditions d'aujourd'hui, notre République qui est le socle de la vie collective de près de 70 millions d'habitants.

Il est temps de ramener la République là où elle a démissionné depuis des années.

Cela exige d'abord d'engager une politique ambitieuse de tranquillité publique, s'appuyant sur une police républicaine, des gardiens de la paix au service de toute la population et disposant de moyens pour accomplir cette mission, y compris dans la proximité.

C'est cette politique qui permettra de faire reculer les comportements délictueux et criminels, les violences comme les incivilités, les trafics de drogue, la traite des êtres humains et la prostitution. C'est cette politique qui s'avère si urgente et nécessaire pour mettre un terme au divorce installé entre une partie du peuple et l'institution policière.

Et il faut aller plus loin car les réponses policières ou judiciaires n'ont jamais suffi à elles seules à éradiquer la violence. Elles sont une réponse nécessaire mais insuffisante.

L'ensemble des politiques publiques que nous portons entend contribuer à traiter le mal à la racine.

Cela implique des mesures d'urgence pour renforcer l'action associative et les initiatives de solidarités, reconstruire des services publics démocratisés et étendus, développer l'insertion professionnelle et l'emploi, notamment en réindustrialisant les territoires, soutenir la culture et revitaliser la démocratie.

Cela suppose aussi de renforcer l'autonomie fiscale des collectivités territoriales et de développer le logement social.

Cela suppose enfin de cesser de considérer la jeunesse comme un « problème à traiter » car elle est l'une des solutions à la crise qu'affronte le pays. La jeunesse doit devenir une grande cause nationale.

C'est grâce à elle que se font jour des comportements nouveaux dans la société, que les batailles pour l'égalité des droits progressent, que l'on pourra dans le futur mettre fin au patriarcat, faire respecter la dignité humaine autant que nos ressources naturelles.

La République devra, dans le même temps, réaffirmer son engagement laïc.

C'est par l'ensemble de ces mesures qu'il sera possible de rétablir durablement la cohésion de la nation et de réconcilier les françaises et les français.

# *Une politique progressiste de proximité pour la tranquillité publique*

## **1. Refonder l'organisation des forces de police et redéfinir leurs missions**

Sous prétexte de durcir les dispositifs répressifs face à l'insécurité, en vertu d'une politique du chiffre délirante, et du fait d'une austérité qui assèche les moyens de l'État, le pouvoir en place et ses prédécesseurs ont rendu de plus en plus difficile le métier de policier-e. Les forces de police sont confrontées à de nouveaux défis – comme la montée des incivilités ou délits, les atteintes à l'intégrité des personnes comme des agents publics, l'amplification du trafic de drogue, les violences faites aux femmes ou aux enfants, le développement des discriminations et du racisme, le terrorisme – qu'ils doivent relever dans le cadre de la conception républicaine qu'ils ont pour mission de défendre.

Cela passe par :

- + La création d'une police de proximité dotée de 30 000 fonctionnaires et l'ouverture d'un débat national sur le rôle et les missions de la police.
- + La refonte de la formation des agents et l'augmentation de la durée de celle-ci, des moyens pour remplacer les véhicules des agents, les matériels de protection et d'intervention, la rénovation des locaux.
- + Mettre en place un suivi psychologique obligatoire des agents des et organiser des cycles de travail permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle.
- + Un nouveau schéma de maintien de l'ordre visant la désescalade.
- + L'abrogation de la loi de 2017 qui élargit la possibilité aux agents de police d'utiliser leur arme et une nouvelle doctrine d'engagement.
- + Les violences et les abus à caractère raciste dans la police ne seront plus tolérés : leurs auteur-e-s seront déféré-e-s devant la justice et pourront faire l'objet de procédures de révocation.
- + Établir un récépissé pour les contrôles d'identité indiquant le fondement légal du contrôle.
- + La création d'une instance indépendante de contrôle de l'activité policière.

## **2. Élaborer un grand plan de sauvetage de notre justice**

La communauté judiciaire est à bout de souffle. Depuis des années, magistrat-e-s, avocat-e-s, greffier-e-s, personnels administratifs alertent et demandent que soient engagées une grande modernisation et une grande démocratisation de la justice, dans le but de la rendre accessible à toutes et tous. Rétablir la confiance, qui s'est délitée, entre la justice – tant en matière pénale que civile – et les justiciables, et répondre aux multiples revendications de la communauté judiciaire appelle une profonde réforme qui doit notamment rompre avec des logiques purement budgétaires et dégager en urgence des moyens humains et matériels.

Cette réforme inclura :

- + La justice et l'accompagnement des mineur-e-s seront dotés de 25 000 magistrat-e-s, éducatrices et éducateurs.
- + La création d'un véritable code de l'enfance, regroupant tous les textes au civil comme au pénal, et non un code réduit à la justice pénale des mineurs ; le recrutement de

juges spécialisés et l'augmentation du nombre d'éducateurs et des moyens de la PJJ

- + La simplification des procédures pénales et civiles.
- + Le remplacement du Conseil supérieur de la magistrature par un Conseil supérieur de la justice, garant de l'indépendance des magistrats et magistrates.
- + La mise en place de tribunaux spécifiques pour les violences faites aux femmes.
- + L'institution carcérale fera l'objet d'un effort particulier, afin d'en renforcer les moyens et de la rendre plus humaine. La prison républicaine doit être le lieu non seulement de la mise hors d'état de nuire des délinquants et des criminels, mais aussi celui de la réinsertion.
- + Toutes ces mesures supposeront qu'un véritable dialogue voit le jour avec tous les professionnels du droit, dans le cadre de véritables états généraux co-organisés et respectueux de la séparation des pouvoirs, laquelle est la garante d'une justice démocratique préservant les droits et libertés des citoyennes et des citoyens.

## 2

### *Un plan pour l'égalité républicaine dans toutes nos communes*

#### **1. Investir 10 milliards pour nos communes dont 1 milliard d'euros pour le plan d'urgence proposé par les maires dès 2020**

- + Un fonds d'urgence pour les associations œuvrant pour la jeunesse et les publics en difficulté. Co-piloté par les villes, il sera doté d'une enveloppe annuelle de 100 millions d'euros. Suppression de la taxe d'habitation pour les locaux des associations.
- + Un fonds de 200 millions d'euros pour la création de comités locaux de solidarité dans les villes les plus pauvres. Consacrés à l'aide d'urgence (détresse sociale, grande pauvreté, aide alimentaire...), ces moyens permettront de renforcer les marges de manoeuvre des acteurs de terrain.
- + Un fonds de soutien à la création de maisons médicales et de centres de santé dans les villes pauvres ou en voie de paupérisation. Celui-ci sera doté, dès son lancement, de 200 millions d'euros.
- + Un fonds de 120 millions d'euros pour la mobilisation des acteurs de l'emploi.
- + Création de 7 000 postes aidés « médiation et tranquillité publique » (ASVP, médiateurs) dans les quartiers prioritaires.
- + Développement d'un plan national de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme dont l'objectif sera de diviser par deux le nombre de personnes en situation d'illettrisme d'ici 2025.
- + Lancement de 200 plateformes de mobilité dans les villes les plus enclavées (territoires urbains et ruraux).
- + Renforcement des programmes d'éducation aux médias et au numérique dans le secondaire (collèges et lycées).
- + Généralisation des clauses d'insertion (soit portées par les entreprises elles-mêmes, soit déléguées à un acteur de l'économie sociale et solidaire) dans tous les marchés publics et particulièrement dans le cadre de Paris 2024.

## **2. Renforcer les moyens des communes et développer le logement social**

- + Le maintien des quartiers en politique de la ville dont le nombre d'habitant-e-s est inférieur à 1 millier.
- + La fin de la baisse des dotations aux collectivités et leur indexation sur l'inflation.
- + La création d'un fonds spécial sur l'investissement pour rebâtir mieux, intégrer dans les constructions des normes durables pour embellir les quartiers.
- + Une dotation spéciale aux collectivités sur le fonctionnement : c'est essentiel pour soutenir l'action des agents publics locaux en première ligne face à la crise.
- + Renforcer l'autonomie fiscale des collectivités territoriales à l'opposé de la politique menée ces dernières années et du processus d'assises des finances publiques qui débouche sur un plan d'austérité pour les collectivités et ignore les demandes des maires et l'exigence d'un pacte financier sur la durée entre l'État et les collectivités.
- + Supprimer la ponction de 1,5 milliards d'euros faites aux bailleurs sociaux dites RLS et ramener la TVA à 5,5 % sur le coût total de la construction.
- + Soutenir la construction de logements sociaux en rétablissant l'aide à la pierre et soutenir les maires bâtisseurs qui respectent la loi SRU.

## **3. Développer les services publics de proximité**

**Le service public est la richesse de la nation, de celles et ceux qui n'ont d'autre protection que la solidarité collective.**

Nous proposons :

- + Un fonds de développement des services publics de proximité permettant l'accès pour chaque usager à un bouquet de services publics à proximité de chez lui : ceux-ci répondront aux besoins de la vie quotidienne, avec des horaires adaptés aux attentes de chacune et de chacun. Il sera reconnu aux élu-e-s locaux et nationaux un pouvoir de contrôle et d'analyse de la couverture des besoins de la population par les services publics.
- + La précarisation des personnels cessera (plus d'un million de non titulaires présentement) et les agents bénéficieront d'un pouvoir renforcé d'intervention.
- + Un plan d'embauche massive et de hausse des rémunérations dans la fonction publique pour garantir les missions du service public : création de 500 000 emplois et revalorisation d'au moins 30 % du point d'indice.

## **4. Investir pour le climat dans les quartiers populaires**

- + L'État ne soutient absolument pas la rénovation des logements sociaux, ce qui crée une discrimination évidente par rapport aux logements privés aidés via MaPrimeRenov. Nous proposons la création d'une MaPrimeRenov logement social, qui soit gérée par l'ANAH, et qui apporte un financement par logement au moins équivalent à MaPrimeRenov Copropriétés.
- + Création d'un Fonds Vert spécifique pour les quartiers populaires, dotés de 400 millions d'euros par an pour aider à la rénovation énergétique des bâtiments publics et de 100 millions d'euros par an pour aider à la végétalisation des quartiers.
- + Ouverture de la prime à la conversion aux véhicules d'occasion de Crit'Air 1 et doublement du budget de l'État pour les primes à la conversion, pour réduire les émissions de particules fines.
- + Création d'une enveloppe spécifique de l'État pour le Fonds Vélo de 100 millions d'euro par an pour les quartiers populaires, suppression de l'obligation d'une part de 30% du financement pour les maîtres d'ouvrage pour les investissements utiles pour le climat dans les quartiers populaires.



## *Un pacte pour la jeunesse qui engage la nation*

### **1. Construire un service public national de la protection de l'enfance et aider les familles**

- + Renforcer la protection et le suivi des jeunes au sein et à l'issue du parcours ASE (interdiction des sorties sèches de l'ASE, automaticité de la garantie jeune jusqu'à 21 ans, extension des contrats jeunes majeurs jusqu'à 25 ans).
- + Un dispositif de prise en charge des mineur·e·s non accompagné·e·s financé à la hauteur des besoins et juridiquement contraignant.
- + L'action publique sera pleinement mobilisée en faveur de la prévention et de l'action contre les violences sexuelles sur les mineures.
- + La Protection maternelle et infantile (PMI) se verra renforcée pour accompagner, prévenir, dépister, soigner tous les enfants.
- + La lutte contre le harcèlement scolaire et le cyber-harcèlement sera décrétée grande cause nationale et un plan de lutte contre l'incitation à la violence sur les réseaux sociaux sera lancé.
- + Le repas à un euro maximum pour les familles aux plus faibles ressources sera généralisé dans tous les établissements scolaires.
- + La limitation du travail en horaires décalés pour permettre aux parents de disposer de plus de temps avec leurs enfants.
- + Un réel service public de la petite enfance avec des modes de garde pour chaque enfant, permettant ainsi aux parents un retour à l'emploi dans les meilleures conditions.

### **2. Avoir la jeunesse la mieux formée et une école qui émancipe**

- + Aucune fermeture de classes à la rentrée scolaire.
- + Recrutement en L3 de 10 000 enseignants en urgence pour la prochaine rentrée, formés durant deux ans jusqu'au concours.
- + Augmenter le temps scolaire pour que tous les devoirs soient faits à l'école.
- + Mise en place d'un plan pour la santé mentale des jeunes, avec des infirmiers et médecins scolaires dans chaque établissement.
- + La sélection à l'entrée de l'université sera supprimée : les réformes du lycée et du baccalauréat seront abrogées, et « Parcoursup » sera supprimé.
- + La possibilité de passer le bac professionnel sera étendue à quatre ans, au lieu de trois actuellement.
- + Une rémunération minimum au smic sera garantie aux alternant·e·s.
- + Un revenu, fixé à 850 euros par mois, pour tous les étudiants et toutes les étudiantes, sera mis en place.
- + Déconstruire les stéréotypes de genre, les représentations et l'orientation genrées des métiers.

### **3. Zéro jeune au chômage**

- + Il sera mis un terme aux contrats précaires afin d'en finir avec la surexploitation des jeunes et des femmes.
- + Un plan de lutte contre les discriminations à l'embauche et au logement sera élaboré.
- + Le nouveau service public de l'emploi et de la formation proposera à chaque jeune éloigné-e du travail une formation qualifiante rémunérée.
- + Un plan pluriannuel d'embauches dans la fonction publique sera mis en œuvre.
- + L'ensemble des aides publiques aux entreprises sera conditionné à l'embauche de jeunes en contrat à durée indéterminée (CDI) et à la formation professionnelle.

### **4. Un statut social pour les jeunes**

- + Un droit au logement sera rendu effectif, avec la construction de logements Crous destinés aux étudiant-e-s.
- + Le droit à la mobilité deviendra effectif, afin de faciliter l'accès à la formation, à l'emploi et aux loisirs.
- + Les pratiques sportives et culturelles des jeunes seront développées.
- + Des maisons de la jeunesse seront créées dans les communes, sous l'égide du ministère de la Jeunesse.

**Soutenons  
l'appel national  
des maires  
« Unir le peuple »**



**LA COOPERATIVE  
DES ELU·E·S  
COMMUNISTES  
RÉPUBLICAIN·E·S  
& CITOYEN·NE·S**

## Appel national des maires

# *Unir le peuple*

Devant les images accablantes et inadmissibles de la mort d'un jeune de 17 ans, Nahel tué à bout portant par un policier, notre pays a basculé.

Nous, Maires, avec les élus locaux et les agents des services municipaux, avons passé ces derniers jours et nuits à jouer à la fois les médiateurs et les urgentistes d'une République essorée, fracturée, fracassée.

Drame après drame, il semble que notre pays n'en retienne aucune leçon. Les faits sont durs : il y a depuis vingt ans une dégradation des rapports entre la police, la population et la jeunesse. Il y a un phénomène de brutalité au sein de l'institution, associé aux discriminations qui touchent le reste de nos institutions.

Les discours guerriers contre la délinquance ne sont que poudre aux yeux pour mieux cacher les baisses d'effectifs de la police nationale et le démantèlement des renseignements généraux. Dans nos villes, les commissaires en place nous confient chaque semaine devoir jongler avec l'impossible au vu des effectifs réduits. Comme le reste des services publics, la police est victime de la politique libérale dûe à l'économie et du profit roi, de même qu'il faut donner les moyens à la justice, en particulier à celle des mineurs, d'être efficace.

**Nous avons besoin d'un grand débat national pour permettre à la police de servir le peuple et lui en donner les moyens. Il faut changer les conditions de formation des agents et leur doctrine d'engagement.**

Il faut dire et redire que les habitants des quartiers populaires sont les premières et principales victimes de ces violences urbaines, des violences ne servant aucune cause et que nous dénonçons. Les cibles sont des transports publics qui sont ceux qu'eux-mêmes, ou leurs parents, empruntent pour aller travailler, les écoles où leurs frères et petites sœurs construisent leur avenir, des mairies où leurs familles se rendent au quotidien.

Dans une triste ironie, les services publics de proximité ne sont pas épargnés par une jeunesse désemparée, sans perspectives et qui voit ses parents s'acharner au travail pour des salaires de misère qui ne leur permettent pas de vivre dignement. Le travail doit être synonyme de fierté et d'émancipation.

Le rapport Borloo « Vivre ensemble - vivre en grand la République, pour une réconciliation nationale » a été rejeté par un enterrement en première classe et une formule lapidaire échangée entre deux hauts « technocrates ». Nous, élus locaux, porte-voix des habitantes et habitants, avec les associations avons travaillé à cette réconciliation nationale. Une occasion manquée par le pouvoir.

Dans beaucoup de nos banlieues, nous sommes passés de la pauvreté à la misère sous l'effet du COVID et de la crise énergétique. Dans le logement social, la régularisation annuelle des charges est synonyme de 13<sup>e</sup> mois de loyer. Et le taux de chômage est 2,7 fois supérieur à la moyenne nationale, dans un environnement de plus en plus invivable sous l'effet du réchauffement climatique.

Dans nos campagnes, les services publics essentiels sont réduits à peau de chagrin, santé, loisirs, éducation, gendarmerie... tous sont exsangues d'une politique de la notation financière internationale. Tous ces facteurs ont permis à l'idéologie nauséabonde de l'extrême droite de se développer. Cela doit cesser !

Il n'y a pas de territoires « perdus » de la République. Il y a aujourd'hui une « République » qui exclue les habitants des banlieues comme elle exclue la France rurale où la crise des gilets jaunes avait débuté. L'ONU nous a régulièrement alertés sur les dérives de notre système « tout répressif ».

### **Est-ce là une « République » ?**

Plus que jamais, nous avons besoin d'une politique nationale et des moyens pour rétablir la cohésion nationale. Les choix libéraux ont précipité notre société vers l'individualisme et la précarité : les droits élémentaires à l'éducation, à la sécurité, à la santé, au logement, aux transports, aux sports, à la culture et à l'emploi doivent être une réalité garantie par l'État et par les politiques des gouvernants. Les services publics sont les premiers vecteurs d'égalité et de justice de notre pays. Il faudra également garantir aux collectivités un fonds d'urgence pour la réparation des dégâts.

**Nous exigeons un travail en profondeur pour arracher les racines du mal que sont l'inégalité républicaine et l'absence de cohésion sociale. Nous demandons au Président de la République qu'il entende le cri d'une partie de la jeunesse et des élus locaux et y réponde par l'organisation d'un débat national sur la cohésion territoriale, contre les discriminations et les précarités afin de fonder le rassemblement républicain autour de solutions durables de progrès.**

Ainsi nous construirons avec tous les citoyen-ne-s la République que notre pays mérite.

**Vive la liberté, vive l'égalité, vive la fraternité !**

---

# Premiers signataires

ABATE Patrick, Maire de Talange, 57 • ALBIN Noël, Maire de Touët de l'Escarène, 06 • ALBIN Noël, maire de Touët de l'Escarène, 06 • AMIABLE Marie-Hélène, Maire de Bagneux, 92 • ANDRE Sylvain, Maire de Cendras, 30 • ANDRIUZZI Jean-Michel, Maire de Montpezat, 30 • ASSENSI François, Maire de Tremblay-en-France, 93 • AUBREE Pascal, Maire de Bussy-lès-poix, 80 • AUZOU Jacques, Maire de Boulazac-Isle-Manoir, 24 • BARBIER Michel, Maire de la ville d'Eu (76) • BARRE Stéphane, Maire de Oissel, 76 • BARRIER Jean-François, maire de Velzic, 15 • BASQUIN Alexandre, Maire d'Avesnes-les-Aubert, 59 • BELHOMME Jacqueline, Maire de Malakoff, 92 • BELSOLA Laurent, Maire de Port-de-Bouc, 13 • BENEZECH Patrick, Maire de Mus, 30 • BESSAC Patrice, Maire de Montreuil, 93 • BEUILLE Michel, Maire d'Aussonne, 31 • BEURIOT Valéry, Maire de Brionne, 27 • BLANDIOT-FARIDE Charlotte, Maire de Mitry-Mory, 77 • BOISSET Francois, Maire de Riom, 15 • BONNARGENT Alexis, Maire de Vidouze, 65 • BONNEFOY Cyrille, Maire de La Ricamarie, 42 • BONNERY Alain, Maire de Nebias, 11 • BONY Vincent, maire de Rive de Gier, 42 • BOSINO Jean-Pierre, Maire de Montataire, 60 • BOUIS Florence, Maire de Molières-sur-Cèze, 30 • BOUVIER Gilbert, Maire de Gilhac et Bruzac, 07 • BOUYSSOU Philippe, Maire d'Ivry sur Seine, 94 • BRUNEAU Alban, Maire de Gonfreville l'Orcher, 76 • CERCEL Agnès, Maire de Tourville-la-Rivière, 76 • CHAMBON Denis, Maire de Saint Alban, 38 • CHAMPIRE Christian, Maire de Grenay, 62 • CHARROUX Gaby, maire de Martigues, 13 • CLEMENT Bernard, Maire de Domessargues, 30 • COHARD Roger, Maire du Cheylas, 38 • COLBAC Francis, Maire de Trélissac, 24 • CORBIER Emile, Maire de Chamborigaud, 30 • CORZANI Olivier, Maire de Fleury-Merogis, 91 • COUSSEAU Helene, Maire de Lesperon, 40 • DASSA Emmanuel, Maire de Briis-sous-Forge, 91 • DAUMIN Stéphanie, Maire de Chevilly-Larue, 94 • DE WINTER Damien, Maire de Giberville, 14 • ESTIENNE Claude, maire du Chaffaut-Saint-Jurson, 04 • FAVERJON Christophe, Maire d'Unieux, 42 • FOURNIER Maryline, Maire d'Arques-la-Bataille, 76 • FOURNIÉS Valerie, Maire de Fresnes-sur-Escout, 59 • GARCIA Nicolas, Maire d'Elne, 66 • GARZON Pierre, Maire de Villejuif, 94 •

GAUTHIER Jean-Marc, Maire de Vaulnaveys-le-Bas, 38 • GAUTRAIS Jean-Philippe, Maire de Fontenay-sous-Bois, 94 • GINIÉS Michel, maire de Damparis, 39 • HAUTIN Maryvonne, Maire de Saran, 45 • JACQUES Laurent, Maire du Tréport, 76 • LANGLOIS Nicolas, Maire de Dieppe, 76 • LÉBOUC Michel, Maire de Magnanville, 78 • LECLERC Patrice, Maire de Gennevilliers, 92 • LEON Jean-Marc, Maire de Joudreville, 54 • LEPROUST gilles, Maire d'Allonnes, 72 • LOPEZ DUBREUIL Julie, Maire de Saint-jean-du-Pin, 30 • LUCAS Maryline, Maire de Guesnain, 59 • MARION Joel, Maire de Compans, 77 • MERCIER Michel, Maire du Martinet, 30 • MOISE Joachim, Maire de Saint-Etienne du Rouvray, 76 • MOLINO André, Maire de Septeme-les-Vallons, 13 • MOREL Christine, Maire d'Harfleur, 76 • MORERE André Maire de Saint-Hilaire, 31 • MORETTO Richard, Maire de Le Sautel, 09 • MOURARET Maire de Dives-sur-Mer, 14 • MUZETTE Thierry, maire de Sainte-Anne Saint-Priest, 87 • NEDJAR Djamel, Maire de Limay, 78 • OLLIVIER Corinne, Maire de Vierzon, 18 • OZTORUN Denis, Maire de Bonneuil-sur-Marne, 94 • PARNIERE Jean-Claude, Maire de Soumans, 23 • PEREZ Jean-Pierre, Maire de Vendres, 34 • PERRON Patrick maire d'Algrange, 57 • PETIT Arnaud, Maire de Woincourt, 80 • PICANDET Nicole, Maire de Vieure, 03 • PICARD Michelle, Maire de Vénissieux, 69 • POUX Gilles, Maire de La Courneuve, 93 • PRAT Claude, Maire de Glenat, 15 • QUEIROS David Saint Martin d'Hères, 38 • QUENNESSON Julien, Maire de Somain, 59 • RANNOU Jacques, Maire de Kernével, 29 • RENOIR Gilles, Maire de Fays La Chapelle, 10 • RIO Philippe, Maire de Grigny, 91 • ROSSO Georges, Maire de du Rove, 13 • SAN ANDRES Thierry, Maire de Saint Benoit de Carmaux, 81 • SARRABEYROUSE Olivier, Maire de Noisy-le-Sec, 93 • SASSO Marc, Maire de Chambon, 30 • SERPEDES Claude, Maire de Saint-Martin-de-Valgalgues, 30 • SICOT Olivier, Maire de Varennes Vauzelles, 58 • SONREL Christophe, Maire de Damelevières, 54 • SPIZAK Pierrick, Maire de Villerupt, 54 • SULLI Renzo, Maire de Echirolles, 38 • TALLET Maud, Maire de Champs-sur-Marne, 77 • THOUVENIN Daniel, maire de Villorceau, 45 • THOUVENIN Daniel, Maire de Villorceau, 45 • TORDJMAN Patricia, Maire de Gentilly, 94 •



# Témoignages d'élus



## *Gladys Grelaud*

### *Conseillère régionale communiste de Bretagne*

« Les quartiers de la politique de la ville en Bretagne, c'est 90 000 habitants, l'équivalent d'une troisième ville bretonne. C'est un tissu de quartiers très divers. Et au-delà des quartiers de Brest et Rennes, qui ont subi de fortes dégradations, des quartiers de plus petites tailles comme ceux de Saint-Brieuc sont désormais aussi touchés aussi par les violences. C'est un fait nouveau.

Dans le cadre de mon mandat régional, je termine un « tro breizh », comme on dit en Bretagne, un tour de Bretagne des 32 quartiers « politique de la ville », où j'ai rencontré un à un leurs acteurs, leurs habitants, les maires. Le constat est effarant.

J'ai vu des quartiers dans lesquels la présence humaine se réduit, au fur et à mesure des années, à peu de chagrin, fini les financements pour les centres sociaux, les activités culturelles d'éducation populaire, pour les femmes... J'ai rencontré des professionnels épuisés, des maires et leurs équipes extrêmement en difficulté, à courir après des appels à projet pour 3 000 € par ci par là pour monter une animation dans le quartier.... Comme à Redon ou Concarneau.

Et de nombreux quartiers sont menacés par la disparition des aides « politique de la ville » de l'État en cours de redéfinition comme celui de Lannion, Ker Fontaines. En ce moment, les préfets convoquent les maires pour réduire d'un tiers les quartiers prioritaires de Bretagne sous prétexte d'un plancher de 1 000 habitants. Je porte en ce moment le dossier avec les maires et présidents des EPCI concernés, de tous bords politiques, pour mettre en lumière les besoins criant des habitants qui sont invisibles depuis trop longtemps qui rejaillissent ces derniers jours... »



## *Denis Öztorun*

### *Maire de Bonneuil-sur-Marne*

« On vient de rentrer. Un goût amer. Beaucoup de choses ont cramé (...) on prend les extincteurs et on éteint le feu nous-mêmes, parce que les pompiers ne peuvent plus s'engager. Entre deux, on fait un mur devant un commerce, entre deux, nos fonctionnaires se font cramer par ceux qu'ils essaient de servir... (...)

On se fait insulter parce qu'on ne fait pas assez, parce qu'on n'est pas assez. De l'autre côté, on se fait insulter parce que nous sommes les derniers symboles de la République, cette République qui maltraite ses jeunes, qui les assèche... et nous, élus, sommes mal traités, étouffés, méprisés, par ceux qui nous enlèvent tous les moyens et nous demandent de faire à leur place (...)

Nous, on va continuer à protéger nos jeunes. Et on va continuer à protéger nos équipements qui sont la seule richesse de ceux qui n'ont rien...de ces mêmes jeunes que nous essaierons de protéger.

Mais au final, que fait l'État ? Est-ce qu'il y a une République des riches et une République des pauvres, et s'il y a cette séparation, pourquoi celle des pauvres doit se démerder ? (...) À quand les propositions pour les villes et quartiers populaires ? (...)

Mais on est là, on tiendra. Parce que nous aimons nos jeunes, nous aimons nos habitants, nos villes. Non sans amertume mais nous les aimons. Par contre, la République, elle est où ? Pourquoi on tue des gamins de 17 ans sans raison ? Pourquoi on attaque nos populations sans cesse : retraite, chômage, pouvoir d'achat... ? Pourquoi j'ai l'impression qu'on soutient les élus comme une corde au coup d'un pendu ? »